



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

1007 1 1979

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/34/355
S/13440
6 juillet 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/CHINOIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-quatrième session
Point 11 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-quatrième année

Lettre datée du 5 juillet 1979, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une intervention de Han Nianlong, chef de la délégation du Gouvernement chinois et vice-ministre des affaires étrangères à la 7ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 5 juillet 1979. Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de cette intervention comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim
de la République populaire de
Chine auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) LAI Yali

* A/34/50.

ANNEXE

(TRADUCTION)

Intervention de Han Nianlong, chef de la délégation chinoise et vice-ministre des affaires étrangères à la 7ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 5 juillet 1979

Après avoir étudié avec beaucoup d'attention l'intervention faite par M. Dinh Nho Liem à la 6ème séance plénière (A/34/351-S/13424, annexe), la délégation chinoise se voit obligée d'indiquer avec regret que dans cette intervention, la partie vietnamienne a déformé la vérité sur le premier tour des négociations dans le dessein d'imputer à la Chine le piétinement des pourparlers. En outre, la partie vietnamienne a répété ses diffamations et ses attaques contre la Chine, dénigré et contré continuellement la proposition de principe en huit points formulée par la partie chinoise (A/34/213-S/13278, annexe), accusé sans aucun fondement celle-ci et d'avoir créé la tension dans les régions frontalières sino-vietnamiennes et elle en est venue jusqu'à rejeter sur la Chine la responsabilité qu'assument les autorités vietnamiennes en exportant de force des réfugiés. La partie vietnamienne a continué de passer sous silence les causes fondamentales de la dégradation des rapports entre les deux pays et de refuser avec obstination la discussion des problèmes substantiels, et a recouru à une nouvelle supercherie qu'est la prétendue cessation par les deux parties des provocations armées, pour égarer les négociations. A peine ouvert le deuxième tour des négociations, vous vous êtes permis de vous conduire ainsi; peut-on voir alors la moindre trace de la sincérité que vous avez professée?

La partie vietnamienne a avancé un soi-disant "projet d'accord", alléguant que si les deux parties peuvent arriver à une entente à ce sujet, la "tension à la frontière sera relâchée". Mais il suffit d'évoquer tant soit peu la détérioration des relations sino-vietnamiennes et l'état où elles en sont actuellement pour réaliser que la proposition de la partie vietnamienne est purement et simplement un trompe-l'oeil destiné à induire en erreur l'opinion tant au Viet Nam qu'à l'extérieur. La partie chinoise ne peut évidemment pas l'accepter.

Il est de notoriété publique que le Gouvernement chinois a invariablement appliqué une politique d'amitié et de bon voisinage à l'égard du Viet Nam. Pendant de longues années, les populations des régions frontalières sino-vietnamiennes vivaient dans la concorde et dans l'harmonie, tandis que la frontière sino-vietnamienne était toujours une frontière pacifique et amicale. Mais depuis ces dernières années, épaulées et incitées par une superpuissance, les autorités vietnamiennes, en vue de monter une fédération indochinoise et de réaliser leur rêve d'hégémonie en Asie du Sud-Est, ont changé leur politique vis-à-vis de la Chine. Elles ont bafoué le principe confirmé par l'échange de lettres entre les comités centraux des deux partis et consistant à maintenir le statu quo à la frontière, et violé les accords conclus entre les autorités locales des deux pays pour le maintien de la tranquillité à la frontière. Elles ont déclenché une campagne contre la Chine et les Chinois, expulsant en Chine un grand nombre de réfugiés vietnamiens. Elles ont intensifié sans cesse leurs provocations armées et leurs

incursions en territoire chinois, ce qui a enfin abouti à de graves conflits frontaliers. Ainsi que d'innombrables faits incontestables l'ont abondamment prouvé, la tension à la frontière sino-vietnamienne a été créée exclusivement et de propos délibéré par les autorités vietnamiennes. Elle disparaîtra tout naturellement dès que celles-ci renonceront à leur politique d'agression et d'expansion et à celle d'opposition et d'hostilité à la Chine, mettront un terme à leurs agressions et provocations armées dans les régions frontalières chinoises et cesseront d'expulser des réfugiés en territoire chinois. Or, jusqu'à ce jour, les autorités vietnamiennes poursuivent avec acharnement leurs activités hostiles antichinoises, intensifiant l'expansion des armements et les préparatifs de guerre, massent d'importantes troupes à la frontière sino-vietnamienne, envoient des agents armés en territoire chinois à des fins de perturbation et de sabotage, mitraillent et bombardent sans cesse le territoire chinois et tuent continuellement des militaires et civils chinois. Dans ces circonstances, le "projet d'accord" présenté par la partie vietnamienne ne vise évidemment pas à relâcher ou à éliminer la tension à la frontière, ni à créer une atmosphère favorable aux négociations. Il n'est rien d'autre qu'une tromperie démagogique que les autorités vietnamiennes pensent pouvoir utiliser afin de camoufler la vérité sur leurs activités tendant à préparer une guerre antichinoise, à renforcer leur contrôle sur le Laos et à intensifier leur guerre d'agression au Kampuchea, de dissimuler leurs ambitions envers la Thaïlande et les autres pays du Sud-Est asiatique ainsi que de se soustraire à la condamnation énergique que les divers pays du monde ont portée à l'encontre de l'exportation de réfugiés par le Viet Nam. Mais tout cela est peine perdue.

A l'heure actuelle, le problème des réfugiés indochinois est devenu un événement international qui polarise l'attention du monde entier. Cela constitue une mesure importante prise par les autorités vietnamiennes pour pratiquer leur politique d'hégémonie régionale, de même qu'un grave problème de nature à saper la tranquillité et la stabilité à la frontière sino-vietnamienne et à détériorer les rapports entre les deux pays.

Depuis quelques temps, les autorités vietnamiennes, par des moyens extrêmement barbares et perfides, ont obligé près d'un million de réfugiés à quitter le Viet Nam et à affluer au Sud-Est asiatique, en Asie et dans d'autres régions du monde, ce qui a apporté à de nombreux pays, notamment aux pays voisins du Viet Nam de lourdes charges financières et de graves problèmes sociaux. Ces gens innocents ont été forcés par les autorités vietnamiennes d'abandonner leurs foyers et de mener une existence précaire. Ainsi, des milliers et des milliers de réfugiés sont allés à la dérive en mer et bon nombre d'entre eux ont été noyés. Voilà une tragédie sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les agissements criminels perpétrés par les autorités vietnamiennes en faisant et en exportant, selon un plan préétabli, de façon organisée et par étapes, un grand nombre de réfugiés ont suscité une indignation générale dans le monde. Pourtant, les autorités vietnamiennes, au lieu de s'astreindre à une retenue quelconque, ont redoublé de zèle pour expulser aussi des réfugiés en masse du Laos qu'elles ont soumis à un contrôle militaire et du Kampuchea qu'elles ont envahi et occupé par la force. Les autorités vietnamiennes comptent de surcroît continuer à faire et à exporter massivement des réfugiés

vietnamiens. Les atrocités fascistes et inhumaines commises par les autorités vietnamiennes en violation de la Charte des Nations Unies ont acquis, de par leur cruauté et leur sauvagerie, le même triste renom que les persécutions abominables des juifs perpétrées dans les années trente par Hitler; elles ne sauraient être tolérées par l'humanité civilisée de notre temps.

Le problème des réfugiés indochinois provient de la politique réactionnaire qu'appliquent les autorités vietnamiennes à l'intérieur comme à l'extérieur. Après la fin de leur guerre de résistance contre l'impérialisme des Etats-Unis, les autorités vietnamiennes, en vue de répondre aux besoins de la politique du social-impérialisme visant à descendre vers le sud, ont poursuivi avec frénésie une politique d'agression, d'expansion et d'hégémonie régionale sur le plan international et à l'intérieur, elles ont opprimé cruellement le peuple, encouragé et mis en oeuvre la politique de chauvinisme national grand vietnamien. Cette politique a provoqué le mécontentement du peuple, le marasme de l'économie et la misère de la population. Pour étouffer le mécontentement du peuple et rejeter sur autrui le poids des difficultés économiques, les autorités vietnamiennes ont attisé une animosité ethnique. Elles ont persécuté non seulement les ressortissants chinois qui vivent depuis longtemps au Viet Nam, mais aussi les citoyens vietnamiens d'origine chinoise et d'autres minorités nationales, ainsi que les Vietnamiens qui n'approuvent pas leur politique réactionnaire, les privant, par des manoeuvres abjectes, des moyens d'existence et les expulsant de force. De plus, elles ont porté cette politique barbare jusqu'au Laos et au Kampuchea. Cela est à l'origine de l'apparition des réfugiés indochinois. Les autorités vietnamiennes ont par ailleurs profité de cette occasion pour s'emparer des biens des réfugiés. Elles ont exercé des exactions sur eux et leur ont soutiré quantité d'or et de devises fortes, obtenant par là des profits fabuleux. Aussi, sont-elles devenues le trafiquant d'hommes le plus rapace de notre temps. Un autre but perfide recherché par les autorités vietnamiennes en exportant massivement des réfugiés, c'est de créer des troubles dans les pays voisins et de saboter l'ordre social dans ces pays en vue d'appliquer leur politique d'hégémonie régionale en Asie du Sud-Est.

De l'exportation massive de réfugiés par les autorités vietnamiennes, la Chine a été la première victime; elle a subi un grand préjudice à cet égard. Le nombre des ressortissants chinois, des Vietnamiens d'origine chinoise ainsi que des citoyens vietnamiens que le Viet Nam a, depuis plus d'un an, refoulés en Chine, s'élève à plus de 230 000. Par ailleurs, jusqu'à maintenant, des réfugiés continuent d'être expulsés en foule en Chine, par mer ou par terre. Dans de nombreux districts et villages relevant des provinces limitrophes de la Chine, telles que Ha Tien, Hoang Lien Son, et Lai Chau, les autorités vietnamiennes ont fébrilement persécuté les habitants des minorités nationales vietnamiennes : Meo, Sa, Dao, Nong, etc., en les contraignant à affluer en masse en territoire chinois. De plus, elles complotent de refouler en Chine des centaines de milliers de frontaliers vietnamiens. Nul doute que cette entreprise criminelle des autorités vietnamiennes aggravera la tension à la frontière sino-vietnamienne et envenimera encore davantage les rapports entre les deux pays. Dans ces circonstances, aucune déclaration de la part du Viet Nam concernant sa volonté de rétablir les relations normales avec la Chine et de vivre en bons termes avec les voisins ne sera crédible.

Au cours des négociations, la partie vietnamienne a même tenté de faire retomber sur la Chine sa responsabilité de l'exportation des réfugiés, alléguant entre autres que c'est à l'instigation de la Chine que ces réfugiés se sont enfuis. Ce sont là des tissus d'absurdités, des mensonges éhontés. L'opinion mondiale éprise de justice est unanime à souligner que Hanoï est à la source du problème des réfugiés indochinois. Les autorités vietnamiennes sont l'auteur criminel du problème des réfugiés indochinois. C'est là un fait indéniable qu'aucun mensonge, ni aucun sophisme ne saurait altérer.

La délégation chinoise demande solennellement aux autorités vietnamiennes de cesser immédiatement leur persécution des ressortissants chinois, des citoyens vietnamiens d'origine chinoise et des minorités ethniques et de mettre fin à leur pratique barbare consistant à les refouler en Chine, de renoncer sans délai à leur politique criminelle de faire et d'exporter des réfugiés, de ramener sans tarder au Viet Nam les réfugiés qui errent toujours au gré des vagues et ceux qui n'ont pas été réinstallés et de leur garantir le droit élémentaire à l'existence. La partie vietnamienne a le devoir de donner une réponse sans équivoque à notre demande légitime.

La partie vietnamienne a professé à satiété sa "sincérité" au sujet des négociations. A notre avis, la "sincérité" doit se traduire en actes, et non rester un verbiage creux. Nous espérons que la partie vietnamienne examinera avec sérieux la présente intervention de la partie chinoise, y répondra de façon constructive, étudiera avec soin la proposition des principes en huit points de la Chine, prendra comme point de départ la recherche d'une solution fondamentale du problème des relations entre les deux pays pour discuter des principes essentiels devant guider le règlement des rapports entre les deux pays, à savoir les cinq principes de la coexistence pacifique et celui de l'opposition à l'hégémonie, et fera quelque chose d'effectif et d'utile pour faire progresser les pourparlers. Nous espérons que la partie vietnamienne réfléchira sérieusement sur nos opinions.
